

ÉCHO MÉTAUX



DOSSIER CONGRÈS CONFÉDÉRAL : UNE ORGANISATION RASSEMBLÉE, RÉSOLUE, REVENDICATIVE

© FO / Sophie LIEDOT



INTERVIEW

YANN VINCENT

La batterie électrique,
outil de reconquête industrielle



© FO / Sophie LIEDOT



© FO / Sophie LIEDOT

SOMMAIRE**03 ÉDITO**

Une démocratie syndicale
bien vivante

20 INTERVIEW

YANN VINCENT
La batterie électrique,
outil de reconquête
industrielle

22 LES CHIFFRES

Des chiffres et des mots

04 DOSSIER

**CONGRÈS CONFÉDÉRAL :
UNE ORGANISATION RASSEMBLÉE,
RÉSOLUE, REVENDICATIVE**

Ce mensuel est le vôtre... Organe officiel de la Fédération confédérée FO de la Métallurgie, "ÉCHO MÉTAUX" est le magazine de tous ses syndicats et de tous ses adhérents. Si vous voulez qu'il remplisse efficacement son rôle de lien et de reflet de l'actualité, n'hésitez pas à prendre contact avec la rédaction dès qu'un événement le justifie. Informez-nous des conflits qui surviennent dans votre entreprise et des accords qui y sont signés. Cela donne des éléments de comparaison et rend service à d'autres syndicats, engagés eux aussi dans des discussions. Faites-nous part de vos expériences syndicales. Pour tout ce qui concerne le journal, appelez la Fédération : Tél. : 01 53 94 54 27

ÉDITO

UNE DÉMOCRATIE SYNDICALE BIEN VIVANTE

Le Congrès confédéral FO 2026, qui s'est tenu à Dijon du 20 au 24 avril, a démontré une nouvelle fois la vitalité de notre organisation et la force de notre collectif. Avec près de 3 500 délégués réunis, des débats nourris et 243 prises de parole, dont 43 interventions de métallos, ce Congrès a permis de faire entendre la voix d'un syndicalisme libre, indépendant et résolument engagé au service des salariés, de l'industrie et de l'emploi.

Nous sortons également de ce congrès armés d'une solide feuille de route pour les quatre années à venir : nos résolutions. Illustration vive de ce qu'est notre syndicalisme, elles sont le fruit d'un long, intense et patient travail. Au sein des trois commissions qui ont planché sur ces textes, les métallos ont été présents, attentifs, déterminés et bien souvent décisifs lorsqu'il s'est agi de faire prévaloir nos valeurs, nos revendications et nos positions, mais aussi d'éviter au collectif de franchir certaines lignes. Leur dévouement et leur efficacité à préserver, au travers de ces résolutions, notre identité autant que les grands équilibres de notre grande maison commune méritent ici d'être salués.

Au-delà de ce moment démocratique essentiel, il nous appartient désormais de poursuivre le travail engagé. Les défis auxquels nous sommes confrontés exigent de nous lucidité, détermination et responsabilité. Construire un syndicalisme du XXIème siècle, c'est renforcer nos syndicats, développer l'adhésion, former nos militants et rester au plus près des réalités du terrain.

C'est sur ce terrain que se jouent les défis à venir : maintenir notre indépendance, promouvoir un syndicalisme de proposition valorisant la politique contractuelle et le dialogue social, et accentuer notre développement. Cette ambition suppose de consolider nos implantations, de gagner de nouveaux adhérents et de faire vivre, partout, une pratique syndicale utile, exigeante et fidèle à nos valeurs.

Fidèles à nos valeurs, nous continuerons de porter un réformisme exigeant, capable de défendre, de revendiquer et de négocier sans jamais renoncer à notre indépendance.

Je tiens enfin à remercier chaleureusement l'ensemble des délégués métallos ayant participé au congrès pour leur engagement, leurs interventions et leur contribution à la force collective de notre Fédération.

Valentin Rodriguez



DOSSIER

CONGRÈS CONFÉDÉRAL : UNE ORGANISATION RASSEMBLÉE, RÉSOLUE, REVENDICATIVE

Pendant près de cinq jours, des délégués FO venus de toute la France se sont rassemblés à Dijon pour le congrès de notre Confédération, qui s'est achevé sur la reconduction de Frédéric Souillot en tant que secrétaire général, ainsi que l'adoption des rapports d'activité et de trésorerie. Au-delà des débats et, parfois, des divergences, ils ont fait vivre la richesse et la diversité de notre syndicalisme par leur expression et ont œuvré ensemble à la mise au point des résolutions qui guideront l'action de notre organisation pour les quatre prochaines années.

Le 26^{ème} congrès confédéral FO a rassemblé près de 3 500 participants à Dijon du 20 au 24 avril, et les métallos ont fait plus qu'y tenir leur rang, avec 43 interventions à la tribune sur les 243 qui ont jalonné les travaux. Au terme d'un mandat marqué par les combats sociaux, de la réforme des retraites à l'assurance-chômage, mais aussi par l'instabilité politique et une montée continue des tensions sur la scène internationale, ce grand rendez-vous a été l'occasion de faire le bilan de l'action de FO. Lequel a montré que notre organisation n'a pas démerité dans sa démarche pour défendre les droits des salariés, l'emploi et le pouvoir d'achat. Si la Confédération FO n'a pas été victorieuse sur tous les fronts, elle a réussi à faire prévaloir ses positions à plusieurs reprises, préservant l'essentiel et faisant entendre sa voix chaque fois que nécessaire, créant même une première brèche dans les ordonnances dites Macron en obtenant la fin de la limitation du nombre de mandats syndicaux. Parmi les retombées de ces actions, l'afflux de nouveaux militants n'est pas la moindre et vient revitaliser notre organisation, qui progresse également en termes de représentativité partout où elle est implantée. Comme il a souvent été dit à la tribune, « le mandat a été respecté ». Rien d'étonnant donc à ce que les délégués aient approuvé le rapport d'activité à 89,14 %

et le rapport de trésorerie à 96,45 %, des chiffres qui témoignent, là aussi, de l'unité de notre organisation.

Le congrès a aussi été le lieu de riches et constructifs débats, tant à la tribune que dans les commissions de résolutions. Ce travail collectif a permis d'accoucher de la feuille de route de FO jusqu'en 2030, qui place la défense de notre protection sociale collective en tête des priorités, mais met aussi l'accent sur la nécessité de réindustrialiser enfin notre pays. Dans les trois résolutions (générale, sociale et Outre-mer), notre Fédération a su porter ses positions et analyses pour enrichir l'ouvrage collectif auquel tous les métallos pourront se référer pendant les quatre prochaines années. Notre organisation est de celles dont la voix compte, et bien au-delà de nos frontières. Le rayonnement international de notre organisation a ainsi été illustré par les interventions de nombreux invités, dont le directeur général de l'OIT Gilbert Houngbo, le secrétaire général de la Confédération Syndicale Internationale (CSI) Luc Triangle, la secrétaire générale de la Confédération Européenne des Syndicats (CES), Esther Lynch. Au terme de ces cinq jours de travaux, les congressistes ont pu repartir avec une certitude : notre organisation est prête à relever les défis de demain avec la force de son unité et de sa diversité.



LE MOT DE L'UD

Le secrétaire de l'UD de Côte-d'Or, Jean-Pierre de Oliveira, a ouvert les travaux du congrès en souhaitant qu'il soit l'occasion de débats fraternels constructifs « pour prendre les dispositions que la situation appelle ». Après avoir remercié les militantes et militants, notamment de Bourgogne-Franche-Comté, qui ont œuvré pour l'organisation de cet événement, il a également salué l'engagement des retraités, qui font perdurer leur militantisme avec passion. Appelant à défendre notre édifice social, et plus particulièrement la sécurité sociale « pour que tous continuent d'être soignés grâce à la carte verte, et non à la carte bleue », il a aussi plaidé pour le maintien de retraites dignes et, plus largement, du principe de solidarité qui est un des piliers de notre syndicalisme. « Indépendants nous sommes et nous restons », a-t-il conclu.



FRÉDÉRIC SOUILLOT « FAIRE VIVRE NOTRE LIBERTÉ ET NOTRE INDÉPENDANCE »

© FO / Sophie LIÉDOT

Le secrétaire général de la Confédération FO est monté à la tribune pour présenter le rapport d'activité du mandat qui s'achevait. « Avec 3 500 délégués et participants venus de toute la France, on peut dire que le soleil ne se couche jamais sur FO », s'est-il réjoui, ajoutant que sa présence dans tous les secteurs illustre la force de sa diversité, et montrait surtout que, partout, il fallait compter avec FO. Revenant sur le contexte géopolitique tendu dans lequel se tenait ce congrès placé sous le slogan « la paix par la justice sociale », il a déploré la survenue de conflits toujours plus nombreux, toujours plus longs et toujours plus meurtriers, dans lesquels les civils et les travailleurs sont toujours les premières victimes. Face à ces situations intolérables, la position de FO a toujours été constante, a-t-il rappelé : condamnation du terrorisme, appel à la paix et au cessez-le-feu immédiat et permanent, soutien aux civils et aux salariés, dénonciation des violations répétées du droit international. « C'est l'unité des travailleurs qui fera la paix dans le monde », a-t-il déclaré, citant Léon Jouhaux. Pour cela, le multilatéralisme et l'OIT doivent plus que jamais conserver une place centrale pour parvenir au rapprochement des peuples et des travailleurs.

Derrière, il s'est inquiété des conséquences de cette instabilité sur les prix et le pouvoir d'achat alors que

menace de survenir un choc pétrolier auquel l'exécutif refuse ce nom. Pour faire face à cette situation, la préservation de notre modèle social, qui doit rester synonyme d'espoir et de solidarité et inspirer par-delà les frontières de l'Hexagone, est autant une réponse qu'une priorité. « Nous devons rester mobilisés pour faire pièce à la course mondiale au moins-disant social, fiscal, économique et environnemental qui fait des travailleurs une variable au service de la seule compétitivité », a-t-il exhorté.

C'est ce dossier qui occupe dans l'immédiat notre organisation, qui exige du gouvernement des mesures pour empêcher les dérives spéculatives et pour revaloriser d'urgence les salaires et les pensions dans le privé et le public. « Le « quoi qu'il en coûte » tourne au « quoi qu'il arrive » pour préserver les finances publiques, quitte à sacrifier tout le reste en attendant illusoirement que la situation s'arrange d'elle-même », a-t-il dénoncé. Frédéric Souillot est également revenu sur les nombreux combats qu'il a fallu mener au long du mandat pour contrer les offensives répétées contre l'assurance-chômage, où FO a chaque fois été présente pour défendre les droits des salariés par la négociation et le paritarisme.

Refusant la politique de la chaise vide « qui laisserait d'autres nous imposer

leur agenda ou nous contraindrait au silence », il a justifié la présence de notre organisation partout où l'échange est possible, martelant le caractère aussi indispensable qu'incontournable du dialogue social. Revendiquant l'abrogation de la réforme des retraites ou encore la conditionnalité des aides publiques aux entreprises, il a appelé de ses vœux la mise en place d'un agenda social de long terme et plaidé pour que cette logique se diffuse et aboutisse enfin à une véritable politique industrielle en France. Alertant, comme il l'a fait tout au long du mandat, sur la désindustrialisation de notre pays, il a regretté que l'empilement sans cohérence ou coordination de dispositifs ne résume la question industrielle à de la communication, alors qu'elle est un facteur de souveraineté et de cohésion sociale de nos territoires.

Face à ces enjeux, il s'est félicité du rajeunissement et de la féminisation de notre organisation, qui a de surcroît enregistré plus de 57 000 nouvelles adhésions depuis 2022, signe de son dynamisme, d'une confiance toujours forte des salariés dans le syndicalisme et de la nécessité de notre action. Alors que la Charte d'Amiens fête cette année son 120ème anniversaire, et le 1er Mai son 140ème, il a souligné qu'elle était la source des valeurs sur lesquelles doit continuer de s'appuyer FO : la liberté et l'indépendance.

LES INTERVENTIONS DES MÉTALLOS : « FIERES DE NOTRE RÉFORMISME EXIGEANT »

Parmi les délégués qui sont montés à la tribune pour une prise de parole, on a dénombré pas moins de 43 métallos, unanimes dans leur soutien au bureau confédéral et à son rapport d'activité. Par leurs interventions remarquées, ils ont contribué à la richesse et la qualité des débats, tout en portant haut et fort les positions de notre Fédération.



VALENTIN RODRIGUEZ, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

« Dans ce moment de débats, parfois d'oppositions, qu'est un congrès, les coups de force sont inacceptables. FO n'est pas une tribune politique ou un laboratoire idéologique, mais un syndicat. Gardons-nous de confondre les effets d'estrade avec les réalités du travail, du terrain, des salariés, au risque de ne représenter ni défendre personne. Lorsque nous défendons l'industrie, nous défendons également l'emploi, y compris celui des 200 000 salariés du secteur de la défense. Derrière les postures, l'industrie concentre des filières essentielles, stratégiques même, pour la souveraineté de notre pays et son avenir. Opposer social et défense est d'ailleurs un non-sens quand on sait que là où ferment les usines, malheureusement les écoles, les hôpitaux et les services publics n'ont pas longtemps à attendre pour subir le même sort. Notre industrie est un facteur de cohésion économique et territoriale majeur, et derrière la réalité des chiffres, la prétendue économie de guerre constitue surtout un prétexte commode pour tenter de politiser notre syndicalisme, ce qui revient à la vassaliser. Ce n'est ni notre ADN, ni notre mandat, et ce ne sera certainement pas notre avenir. Notre rôle est de défendre les salariés par le paritarisme et la politique contractuelle, car c'est ainsi que se gagnent de nouveaux droits. Notre indépendance et notre liberté sont et restent plus que jamais la seule voie, et le développement syndical l'instrument le plus sûr pour continuer de faire vivre le rapport de force sans lequel on ne peut négocier ! »

JACKY CHAUVIÈRE MECACHROME



« Notre entreprise d'usinage et de mécanique aéronautique a connu en 20 ans une succession ininterrompue de crises et a essayé presque tout ce qui se fait pour les « accompagner » : PSE, sauvegarde judiciaire, chômage partiel, RCC... Mais le

groupe est toujours là et se développe. Malheureusement plus à l'étranger qu'en France, où sont pourtant situés l'essentiel des sites. Nous assistons à la croissance de sites tout-intégrés au Maroc ou au Portugal, et non chez nous. Trop de formalités et des banques qui ne suivent pas : faire de nouveaux sites en France est devenu compliqué et l'Etat doit agir pour que le secteur financier remplisse enfin son rôle. Nous avons perdu la fabrication des moteurs de F1 en France ; c'est un signal fort du déclin de l'industrie française, que nous devons impérativement enrayer. »

DIMITRI FOSIER RENAULT TRUCKS



« La décarbonation et l'électrification ont constitué un tournant majeur que notre groupe a su prendre pour se positionner sur ce nouveau créneau tout en préservant sa place sur le diesel. Les ambitions industrielles pour demain sont grandes. Nous voudrions

qu'elles le soient autant au plan du partage de la valeur et, plus largement, du dialogue social, car nous nous sentons souvent bien seuls autour de la table de négociations. Nous déplorons de voir que l'agenda de certains est parfois plus politique que syndical, alors qu'il faut plus que jamais réaffirmer notre indépendance et notre liberté pour agir, surtout dans la perspective de la prochaine présidentielle. Pour peser, nous devons continuer de nous développer, notamment chez les cadres, mais aussi rappeler que la défense de l'emploi passe par d'abord par celle de l'industrie. Nos atouts sont considérables. Ne les laissons pas se perdre ! »

DEBORAH SCHORR
STELLANTIS

« Les hommes et les femmes de FO Stellantis se battent au quotidien dans un contexte automobile compliqué pour

défendre l'emploi et faire grandir FO. Derrière les syndicalistes, il y a des êtres humains qui encaissent les coups bas de toutes parts, et qu'il faut autant saluer que soutenir. Nous devons refuser d'opposer écologie et industrie, et ne pas non plus oublier que sans notre socle industriel, ce sont aussi les services publics qui sont menacés de disparition. A nous de construire avec des idées novatrices le futur de notre industrie. C'est ce que nous venons de faire avec notre livre blanc chez Stellantis pour soutenir l'emploi en France, les conditions de travail et le développement syndical. L'automobile doit être défendue, elle fait partie du patrimoine de nos territoires et contribue au rayonnement français dans le monde. Se faire entendre signifie se développer, notamment chez les cadres. La réussite de nos combats futurs en dépend. »

SYLVAIN LANZI
MÉTAUX D'ORLÉANS

« C'est mon attachement viscéral à FO que je veux ici partager avec vous. J'ai notre organisation dans le sang car elle a

changé ma vie. On vient au syndicalisme pour défendre ses droits, pour lutter, pour faire progresser son pouvoir d'achat ou améliorer ses conditions de travail ; on y reste parce que les rencontres qu'on y fait changent tout, pour les liens humains que l'on crée, qui soutiennent et transcendent ensuite nos combats.

C'est cette force collective qui donne un sens et une perspective à l'engagement de chacun, et c'est ce que nous ne devons jamais perdre de vue dans nos échanges, et jusque dans nos divergences.

BENOIT LEPEIX
THALES ALENIA SPACE

« Nous nous battons depuis mars 2024 contre les plans de suppression de postes.

Un PSE de 1 300 postes, dont 1 000 en France, a

alors été annoncé, sans licenciements secs, sur la base du volontariat. Nous savions bien qu'il s'agissait avant tout d'un plan boursier, destiné à répondre aux pertes financières découlant d'une totale absence de vision stratégique et industrielle. Nous nous sommes mobilisés contre cette honte, allant jusqu'aux plus hauts niveaux de l'Etat. Après un droit d'alerte, nous avons réussi à mettre fin au carnage, qui nous a coûté 700 emplois et d'importantes compétences. A suivi le plan Bromo, pour créer enfin un géant européen du satellite capable de rivaliser avec Space X. FO Métaux a publié un manifeste sur le sujet, et si nous comprenons l'esprit du projet, nous craignons néanmoins, de nouveau, une logique plus financière qu'industrielle. Le décrochage de la France dans le financement européen du spatial n'aide en rien dans notre volonté de défendre l'emploi, mais nous ne lâchons rien. »

YANN LE PÊCHEUR
VALEO

« Né il y a six ans sur un siège social qui est aussi un site de R&D, notre syndicat rassemble cadres, managers et direc-

teurs, et nous pesons aujourd'hui 60 % ! Toutes les catégories de salariés ont besoin d'être défendues face à un monde du travail de plus en plus précaire, et il nous faut renforcer notre implantation au troisième collège pour répondre à cette demande. L'automobile est en danger et chez Valeo, nous affrontons depuis 3 ans une succession de PSE tandis que la montée en puissance de l'Asie sur le véhicule électrique laisse craindre de nouveaux reculs demain. Montrons que nous sommes une force pour l'industrie, qui a besoin plus que jamais du soutien des pouvoirs publics français et européens pour que, ensemble, nous puissions protéger l'emploi sur nos territoires. Nous devons aussi être actifs face à l'avènement de l'IA, qui va changer les usines et nos vies, et dont nous devons faire un outil de progrès, et non de destruction. »



© FO / Sophie LIEDOT

ÉRIC KELLER MÉTAUX DE LYON SECRÉTAIRE FÉDÉRAL



« Notre responsabilité collective est de porter une ligne syndicale claire, utile et efficace pour les salariés. Elle doit reposer sur un

réformisme exigeant, qui agit sans se contenter d'incantations et obtient des résultats concrets, par la négociation et le dialogue social. Refusons la politique du « tout ou rien » qui débouche trop souvent sur du « rien » pour les salariés. Occupons notre place à la table des négociations, partout où se prennent les décisions, sans quoi d'autres le feront à notre place, mais avec leurs propres objectifs. Continuons de défendre l'industrie, sans laquelle il n'est pas de progrès social durable. Lorsqu'elle recule, c'est tout notre pays qui trébuche. Pour atteindre ces buts, nous nous devons d'œuvrer au développement syndical avec ardeur, car rien ne se construira ni ne perdurera sans adhérents. »

NATHALIE CAILLE MÉTAUX DE MARSEILLE



« L'égalité professionnelle ne se résume pas à la journée internationale des droits des femmes chaque 8 mars. C'est une exigence de justice sociale permanente. Cette thématique se manifeste de façon concrète dans le quotidien des salariés en entreprise lors du recrutement, du déroulement de carrière, de la répartition des missions, de la reconnaissance des compétences, mais également dans la discrimination, le harcèlement... L'égalité professionnelle peut et doit constituer un levier d'amélioration que nous devons utiliser. Portons nos revendications, exigeons la mise en place d'indicateurs et un vrai suivi des situations des salariés. A nous de construire cet édifice de progrès par notre énergie, de transformer le monde de l'entreprise et d'inscrire cette évolution dans la durée. Notre syndicalisme est la clé de ce changement. Il ne pourra montrer sa force que si cette dernière s'appuie sur notre unité. »

et voient leurs effectifs croître régulièrement, tandis que des investissements sont réalisés. Nous sommes le poumon de l'économie locale et participons, par notre dynamisme, au développement de notre territoire et au soutien des services publics. Aujourd'hui, nous sommes majoritaires sur les trois collèges, mais l'effort sur les cadres ne doit pas se relâcher. Les salariés nous font confiance parce que, par le dialogue social et notre réformisme exigeant, nous leur apportons du concret. Tout cela demande beaucoup à nos équipes, qui ont besoin de soutien. Notre industrie aussi en a besoin, car malgré ses atouts, elle fait face à une concurrence toujours plus forte et déloyale à l'internationale. Notre vigilance ne doit pas se relâcher. »

TONY PERET AIRBUS ATLANTIC



« Notre site produit des pointes avant pour Airbus. Ses 2 000 salariés bénéficient d'un carnet de commande sur 10 ans

et voient leurs effectifs croître régulièrement, tandis que des investissements sont réalisés. Nous sommes le poumon de l'économie locale et participons, par notre dynamisme, au développement de notre territoire et au soutien des services publics. Aujourd'hui, nous sommes majoritaires sur les trois collèges, mais l'effort sur les cadres ne doit pas se relâcher. Les salariés nous font confiance parce que, par le dialogue social et notre réformisme exigeant, nous leur apportons du concret. Tout cela demande beaucoup à nos équipes, qui ont besoin de soutien. Notre industrie aussi en a besoin, car malgré ses atouts, elle fait face à une concurrence toujours plus forte et déloyale à l'internationale. Notre vigilance ne doit pas se relâcher. »

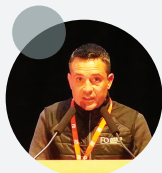
SYLVAIN HÉRISSE MÉTAUX DE NANTES



« Sur cette terre d'industrie qu'est la Loire-Atlantique, notre organisation est bien implantée, très souvent majoritaire dans les entreprises où elle est présente.

Notre action se concentre sur le soutien à l'emploi, en y incluant les questions de logement ou encore de transports. Pour obtenir des résultats, nous devons être forts et donc consacrer une large part de nos efforts au développement syndical, et ce sur les trois collèges car FO est et doit être le syndicat de tous les salariés. Pour agir, nous misons sur le paritarisme et la négociation, mais aussi sur le temps long, car le fruit de notre investissement de terrain ne se matérialise souvent qu'au terme de longues années de ténacité. Veillons à ne pas dériver sur le domaine politique et restons dans la sphère qui fonde notre légitimité : celle de la défense de l'industrie et des salariés. »

BRICE DONINI
MÉTAUX DE TOULOUSE



« Notre syndicat fait preuve d'un dynamisme qui ne se dément pas, et qui est le reflet de celui de notre industrie, particulièrement forte dans notre territoire. Face à l'inflation qui grignote le pouvoir d'achat, la question salariale reste notre priorité. Alors que trop de salariés font face à la précarité et que la pauvreté gagne du terrain partout, restons le syndicat de la fiche de paie. C'est en s'appuyant sur notre réformisme que nous parvenons à obtenir du progrès social au service des salariés. Cette voix est aussi une force pour notre confédération, bien plus que l'ambition de révolutions sans lendemains. Nos différences doivent nous grandir et non nous diviser, telle est la demande de nos adhérents. Leur confiance ne nous est pas acquise : nous devons la mériter par nos actions et nos positions, sous peine de subir la même défiance que les mouvements politiques. »

ERIC DEVY
FRAMATOME



« Grâce à notre entreprise et ses 15 000 salariés répartis sur 15 sites, notre pays bénéficie d'une électricité plus décarbonée et moins onéreuse que tous ses voisins européens. Après des années difficiles, nous avons retrouvé de la visibilité, avec des investissements et des recrutements à la clé. Rien de cela ne se fait sans le dialogue social que porte FO. Sur mon site lyonnais, où travaillent 85 % de cadres, nous sommes majoritaires. Nous y sommes parvenus en étant pragmatiques et attentifs aux demandes des salariés, avec pour priorités la fiche de paie, les conditions de travail et les carrières, appuyés par notre connaissance de l'entreprise, tirés en avant par nos valeurs. Il faut cependant faire attention, dans notre expression, à montrer à ceux qui ont besoin de nous que nous parlons la même langue et partagerons les mêmes préoccupations. Être audibles ne signifie pas nous perdre en chemin ni nous trahir. »

JULIEN GRÉAU
SAFRAN AEROSYSTEMS



« Une nation est avant tout une somme d'efforts, une chaîne de responsabilité, une diversité de professions et une volonté de préparer l'avenir. Dans cet ensemble, Safran occupe une place de choix et participe à concevoir, développer et construire ce que notre pays fait de mieux. De la propulsion civile et militaire aux services, en passant par l'espace, nous incarnons l'esprit de l'industrie, sa richesse et son exigence. Conserver tout cela, c'est préserver plus que des usines, c'est garder une indépendance et des capacités stratégiques reposant sur des décennies de recherche et d'investissement. Safran fait partie de la réponse à ces impératifs et personnalise une certaine idée de la France qui produit, innove et avance à la hauteur de ses responsabilités, en conservant à l'industrie son rôle de facteur de puissance. »

LAURENT BERNARD
TOKHEIM



« Dans notre entreprise de fabrication de pompes à essence, FO attire près de 70 % des suffrages. Notre politique syndicale réformiste donne des résultats et les salariés le voient. Nous sommes en permanence à leurs côtés, ne lâchant jamais rien. Notre poids nous permet d'imposer le dialogue et de faire entendre nos revendications. Cette force dont découle notre capacité d'action est avant tout le fruit d'un travail de développement acharné, constant, méthodique, sans lequel notre syndicalisme ne peut rien. Face à la transition énergétique, qui touche de près notre activité, les salariés comptent sur nous, tant comme force de réflexion et de proposition que pour atténuer les chocs que ne manqueront pas de créer les bouleversements en cours dans l'industrie. »



© FO / Sophie LIÉDOT

SAMUEL MBANGWÉ MBANGWÉ
SAFRAN AEROSYSTEMS

« Notre syndicalisme ne peut se contenter d'exister : il doit se développer et se renouveler pour répondre efficacement aux salariés, et notamment aux nouvelles générations. Chaque année, des jeunes découvrent le monde du travail et restent à distance du syndicalisme, non par rejet, mais par manque d'information et de proximité. Nous devons aller vers eux et nous attacher à comprendre leurs attentes et leurs réalités. Ils veulent des résultats. Nous en avons, mais il faut les rendre plus visibles, comme il faut donner à ces jeunes la possibilité d'être acteurs de notre syndicalisme. Préparer l'avenir est le choix qu'a fait notre Fédération. Donner aux jeunes envie de nous rejoindre n'est pas seulement une question stratégique : c'est aussi notre responsabilité sociale. »

PHILIPPE CICCIONE
MÉTAUX DE NICE

« Depuis plus de 10 ans, la priorité de notre syndicat est d'œuvrer au développement syndical, et cela marche car nous faisons grandir FO sur Nice et sa région, grâce au travail de terrain de nos équipes. Cette priorité est aussi celle de notre Fédération qui, avec son plan AGIR, la place au cœur de sa stratégie et de ses ambitions. Parmi ses axes incontournables figure la conquête du 3ème collège, dont les effectifs représentent maintenant près de la moitié de ceux de la métallurgie. Il nous faudra être forts face aux combats qui s'annoncent, promis par la montée des tensions géopolitiques et les ruptures technologiques telles que l'IA. Soyons résilients et pragmatiques pour défendre l'industrie qui est aux avant-postes de ces batailles à venir, et qui participe à nous défendre tous, tout en contribuant à la solidité de notre modèle social. »

OLIVIER LEFEBVRE
MÉTAUX DE DOUAI
SECRÉTAIRE FÉDÉRAL

« Ce qui se joue actuellement dans l'automobile, c'est tout simplement l'existence dans notre pays de compétences, de savoir-faire et de capacités industrielles. Nous avons perdu 170 000 emplois dans la filière depuis le début de la crise et les perspectives ne sont pas réjouissantes. A nous de les refuser et de nous battre pour l'emploi et l'industrie. Cela exige de la formation, de l'anticipation, un rôle plus actif des CSE, et surtout une véritable volonté politique. La transition énergétique est une nécessité mais ne règlera pas tout. A vouloir aller trop vite, on risque même de faire encore plus de dégâts quand tant de salariés dépendent encore du thermique. Nous avons obtenu le maintien de l'activité industrielle sur le site de Poissy ; cela montre que notre méthode fonctionne. Allons plus loin, car sans industrie, plus d'emploi, de cotisations et donc de modèle social. A nous de refuser le déclin de l'industrie et de notre pays. »

YANIS AUBERT
MÉTAUX DE ROUEN

« Quoi qu'on pense de la loi de 2008 sur la représentativité, elle existe et nous impose une obligation : agir pour le développement de notre organisation. Sur notre département, un point de représentativité représente 1 500 voix. Nous avons pris 3 points lors des derniers cycles, ce qui montre que grandir est bel et bien à notre portée. Nous progressons dans tous les secteurs et la métallurgie ne fait pas exception. Cela passe par un solide travail de terrain au quotidien. Personne ne dit que c'est facile mais rien ne se passera si nous n'agissons pas. Avant de pouvoir faire avancer nos revendications, il faut d'abord penser à être présents dans les entreprises et à y remporter les élections professionnelles. »



ÉRIC PRAT-BERNARCHOT DAHÉR



« Si les pouvoirs publics n'agissent pas résolument face à la crise que traverse l'industrie, nous assisterons à la disparition de compétences

irremplaçables, et avec elles de secteurs entiers de notre économie pour, finalement, aboutir à un appauvrissement général de notre pays. Le groupe Daher tente dans ce contexte de tirer son épingle du jeu en se réorganisant, mais nous sommes toujours contraints par les exigences croissantes des donneurs d'ordre, une concurrence internationale féroce, une recherche de compétitivité à tout prix et une logique financière qui laisse peu de place aux avancées sociales. Malgré cette situation compliquée, FO ne lâche rien et ne quitte jamais la table de négociations, déterminée à défendre les salariés et leurs intérêts. »

GÉRALDINE GOMIZ AMCOR FLEXIBLES SECRÉTAIRE FÉDÉRALE



« Notre industrie traverse une crise profonde. Des milliers d'emplois disparaissent et, derrière, ce sont des vies bouleversées,

des territoires ravagés, des savoir-faire perdus et un modèle social en danger. La réindustrialisation peut et doit être la réponse, mais la logique financière prime trop souvent là où il faudrait une politique industrielle ambitieuse, construite autour de l'emploi, et que nous revendiquons. C'est un enjeu de souveraineté et de justice sociale. Nous devons aussi continuer de porter le progrès en matière d'égalité professionnelle, sur la sécurité et la santé au travail, sur le handicap. Nous obtenons des avancées, comme l'accord de la métallurgie sur le handicap du 31 mars, mais il faut aller plus loin. Changer les règles ne suffit pas, il faut faire changer les mentalités. Pour atteindre ces objectifs, une seule solution : le développement syndical, qui permet de construire le rapport de force sans lequel il n'est pas de conquête sociale. »



© FO / Sophie LIE DOT

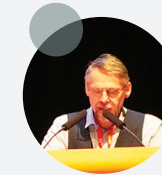
JEAN-SÉBASTIEN SEIGNÉ AIRBUS OPÉRATIONS



« Notre force, c'est celle de notre travail de terrain, qui nous permet de faire grandir notre organisation et d'agir pour la défense

des salariés et de l'industrie. Chez Airbus, nous avons fait le choix d'un syndicalisme clair, réformiste exigeant, responsable et proche des adhérents. Malgré la perte de moyens induite par les ordonnances Macron, nous avons relevé le défi et rempli nos missions en continuant de porter des valeurs et des revendications fortes : le respect, l'égalité, les conditions de travail, la fiche de paie, le refus du racisme et des discriminations. Notre efficacité ne repose pas sur des effets de tribune mais sur le rapport de force que nos adhérents nous permettent de construire. Nous obtenons des résultats chaque fois que nous nous engageons et cela se sait ; ce n'est pas un hasard si des salariés de tous les collèges nous rejoignent et que nous sommes majoritaires dans notre groupe. »

LAURENT BAGET GEA FARM TECHNOLOGIES



« Réindustrialiser s'impose aujourd'hui comme le seul moyen de créer de l'emploi dans notre pays. Mais

au lieu d'investir dans l'industrie, trop d'aides non conditionnées sont distribuées depuis trop de décennies aux entreprises qui en ont le moins besoin tandis que les PME-PMI, qui sont asphyxiés, restent au régime sec. Même Bercy ne parvient pas à chiffrer la totalité de ces aides, tant les dispositifs s'empilent. Cela doit changer par la mise en place d'une véritable conditionnalité des aides publiques. Nous redoutons également que de nouveaux efforts ne soient demandés aux salariés dans le domaine des retraites. Sur ce sujet, continuons d'exiger l'abrogation de la dernière réforme ! Il nous faudra également rester fermes sur le 1er Mai et préserver son caractère férié et chômé, car l'attaque dont il fait l'objet ne sera sans doute pas la dernière. »



NATHALIE CAPART
DERICHEBOURG DAS
SECRÉTAIRE FÉDÉRALE



« Notre responsabilité historique est de rassembler, représenter et défendre les salariés dans un monde du travail toujours plus complexe et difficile. Pour cela, nous devons développer FO. Le faire n'est pas nous renier mais être fidèles à nous-mêmes et affirmer notre indépendance, se mettre en capacité de montrer que nous sommes utiles et combattifs. Nous devons aller vers les salariés dans les ateliers autant que les bureaux d'études, démontrer que le syndicalisme est un outil de défense efficace au quotidien. Mais nous ne nous développerons pas les uns contre les autres, dans une logique de territoires et de chapelles. Nous y parviendrons par l'action constructive, la revendication et la mobilisation autour de nos valeurs. C'est la démarche de notre Fédération, indispensable dans le secteur particulièrement exposé aux aléas de l'économie qu'est l'industrie. »

GÉRARD CIANNARELLA,
PROFROID, ISTRES
SECRÉTAIRE FÉDÉRAL



« J'attire votre attention sur le fait que, lorsque des salariés viennent voir FO pour organiser la défense de leurs intérêts et de leurs droits, ils ont la possibilité de créer un syndicat ou une section syndicale, et que ce choix leur appartient. A eux, et eux-seuls. Une fois remplies les formalités avec l'UD et la Fédération concernées, adoptés les statuts, élues les instances, le syndicat vit, décide, agit souverainement. Mais nous faisons parfois face à des structures qui prennent les décisions à leur place et l'on se retrouve alors avec des salariés dépossédés de leur voix et de leur liberté. Revenir à une gestion normale et saine de nos syndicats passe par la formation, comme nous le faisons dans la métallurgie, mais aussi par le respect de la liberté, de l'indépendance et de la politique contractuelle et conventionnelle qui constituent notre ADN. »

FRÉDÉRICK DAVID
MÉTAUX DE SAINT-NAZAIRE



« Dans notre bassin économique, l'activité est tirée par Airbus et les Chantiers de l'Atlantique, forts de près de 10 années de commandes dans leurs carnets. Autrement dit, il y a du grain à moudre, assez pour des négociations équilibrées débouchant sur de bons accords. Notre culture du dialogue social connaît un retour en grâce dans notre territoire, de tradition révolutionnaire, où le « tout ou rien » et la politique de la terre brûlée ne font plus rêver les jeunes, plus partisans de l'échange constructif. Chez Airbus, nous pesons près de 35 % sur un site de 3 500 salariés et les cadres sont toujours plus nombreux à nous rejoindre, surtout par conviction. La fidélité des salariés dans les urnes témoigne de leur reconnaissance de notre travail, celui d'un syndicat de résultat, et non de propagande et d'idéologie. »

SYLVAIN DOLZA
AIRBUS HELICOPTERS



« En cette période de troubles géopolitiques, de tensions économiques et sociales, l'industrie encaisse les chocs mais FO est là pour la défendre, par le dialogue social, qui est notre plus grande force. Secteurs décriés bien que stratégiques, l'aéronautique et la défense contribuent de manière décisive à l'emploi et notre modèle social. Chez Airbus, nous nous battons pour négocier et signer des accords gagnant-gagnant qui assurent de la charge et des emplois. Nous représentons tous les salariés et c'est là aussi un enjeu stratégique. La montée en puissance des cadres dans la métallurgie nous impose de savoir les attirer si nous voulons maintenir notre capacité à créer le rapport de force sans lequel il n'est pas de résultat dans nos combats. Notre cap est clair, c'est celui de la défense de l'industrie, du dialogue social et de l'indépendance politique. Nous devons le maintenir et le faire vivre. »



Être assureur d'intérêt général c'est répondre aux besoins et contraintes de chacun de nos clients, en construisant, ensemble, une protection qui leur ressemble.

KLESIA s'engage pour la société en apportant des solutions de prévention d'assurance de personnes et de services simples, innovantes, solidaires et durables adaptées à vos besoins et à ceux de vos proches, tout au long de la vie. Au-delà de notre métier initial, nous agissons pour les plus fragiles, œuvrons pour le mieux vieillir et contribuons à rendre la santé accessible à tous.

KLESIA s'engage à vous assurer un avenir serein et contribue à la qualité de vie pour tous.

KLESIA
Assureur d'intérêt général

VINCENT KRAUSSE
MÉTAUX DE NIORT



« Nous pouvons et devons être fiers de notre histoire. Nous pouvons et devons aussi être en phase avec notre temps et

accepter que les salariés que nous représentons et défendons ne se réduisent pas à la classe ouvrière. Ce n'est pas nous renier que de vouloir nous développer auprès de la population cadre : c'est la condition sine qua non pour porter la voix de tous les salariés et être à leurs côtés, mais aussi pour que notre organisation conserve sa vitalité, son dynamisme et sa capacité de négociation. Cette dernière doit cependant être loyale, sans quoi elle ne peut mener qu'à perdre. Perdre moins que sans négociation, certes, mais perdre quand même. Ne cessons jamais d'être exigeants, et intransigeants lorsqu'il le faut. »

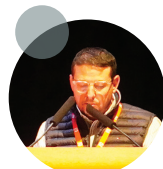
MOUNIR MESTARI
RENAULT



« La crise que traverse l'industrie a mis en lumière une dépendance énergétique qui empoisonne les usines et fait trinquer les sala-

riés. Face à l'automobile chinoise et au soutien résolu que lui accorde Pékin, notre réponse doit être ferme et volontaire. Elle passe par la production sur notre territoire et la protection de nos emplois. C'est à nous de décider de notre avenir industriel sur notre sol ! Notre réformisme exigeant et notre pratique du dialogue social sont ici un outil de conquête de droits et permettent d'arracher des garanties. C'est ainsi que nous avons accompagné la création du pôle électrique de Renault dans le Nord, avec des résultats concrets tant sur l'industrie que sur l'emploi. Pour négocié, il faut instaurer un rapport de force, qui passe par des adhésions. Le 3ème collège est une clé autant qu'un verrou. Nous devons y gagner notre juste place pour continuer de faire prévaloir notre syndicalisme. »

PHILIPPE DIOGO
STELLANTIS



« Notre engagement syndical est indispensable face aux inquiétudes des salariés, plus fortes que jamais, au moment où ils n'ont

jamais autant eu besoin de nous. Chaque jour est un combat. Celui de Poissy a été gagné : le site conservera son activité. Celui de Vesoul mènera le sien demain, et il aura besoin d'une vision stratégique qui fait pour le moment défaut. Nous défendons une idée simple mais fondamentale : produire en France, avec des volumes et des postes, en conservant nos modèles de véhicules. C'est ainsi que nous maintiendrons l'emploi et les compétences, mais aussi une chaîne de valeurs bien plus large. Pour y parvenir, il faut anticiper car notre avenir se joue maintenant. Un pays sans industrie est un pays faible. Nous devons refuser le sacrifice de nos sites face à la menace chinoise et protéger la filière, sans quoi elle risque de connaître le sort qui fut jadis celui du textile... »

DOMINIQUE DELBOUIS
AIRBUS



« Tensions géopolitiques, économiques, sociales : dans notre époque troublée, l'industrie, attaquée de toutes parts, consti-

tue à la fois un enjeu stratégique pour notre pays et un pilier de notre modèle social, que FO défend avec ardeur. Si nul ne saurait soutenir la guerre, il ne faut pas pour autant opposer les investissements dans les industries de défense à ceux de notre système de santé. Les deux protègent, chacun à leur manière. Ne soyons pas dans la posture ou l'idéologie, restons un syndicat de responsabilité, laquelle s'exprime dans notre ligne réformiste, utile et tournée vers l'avenir. L'intérêt des salariés doit rester notre ligne commune. Nous devons porter leur voix avec force et rester conscients que sans adhérents, nous aurons du mal à maintenir le rapport de force qui fonde notre efficacité et notre crédibilité. »



© FO / Sophie LIÉDOT

BRAHIM AÏT-ATHMANE
MÉTAUX DU VAL-DE-SEINE



« Un droit acquis par la négociation vaut mille fois mieux qu'une faveur arrachée, car les travailleurs sont trop souvent

ceux qui paient la facture des grands soirs. Notre force est d'abord celle de notre diversité et de notre capacité à convaincre dans tous les secteurs. Notre syndicat regroupe 30 sections issues de toute l'industrie, c'est le fruit d'un syndicalisme qui agit et négocie : le nôtre. L'indépendance syndicale, la démocratie, la Charte d'Amiens ; autant de valeurs communes, dont personne ne peut revendiquer le monopole. Il est irresponsable, au nom de logiques partisans, de déstabiliser notre organisation au moment où elle porte un message de paix au monde. Lorsqu'on réclame la démocratie interne, il faut commencer par la respecter ! C'est seulement dans l'unité que nous parviendrons à défendre les salariés et notre industrie. »

ELENA BIANCHI
KUHNE



« Sur le site Sew-Usocome, qui fait de l'automatisme industriel et des systèmes d'entraînement, la population cadres ne

cesse de croître, manifestation d'une industrie qui change de structure démographique. Ce 3^{ème} collège n'en est pas moins sous pression, avec des cadres souvent dépourvus de moyens et de reconnaissance, qui ont besoin de nous. Nous leur avons répondu, avec des outils et des messages appropriés, et ce n'est pas un hasard si nous sommes devenus majoritaires. Avec une méthode claire et des choix assumés, nous montrons nettement que la suite dépend bien de nous. Aller conquérir le vote cadre n'est pas se renier mais s'adapter et continuer de remplir notre mission historique au service des salariés, de tous les salariés. Se développer ou décliner : notre choix est fait. »

ISABELLE KERIHUEL-LEROUX
MÉTAUX DE CHARTRES



« Le recul de l'âge de départ en retraite acté par la dernière réforme change la donne pour les salariés. Il ne s'agit pas seulement de tra-

vailer plus longtemps, mais de savoir dans quel état l'on parviendra au bout du parcours. A condition, bien sûr, d'avoir encore un emploi. Car entre les PSE, les restructurations et les nombreuses attaques dont le travail fait l'objet, arriver à la retraite est devenu un défi pour tous. Dans ce contexte, la santé, la sécurité et l'hygiène au travail doivent redevenir de véritables priorités. Nos progrès sur cette thématique sont réels mais doivent être consolidés. Le nombre toujours trop grand d'accidents du travail doit nous alerter et nous pousser à agir. Cela ne se fera pas si nous ne maintenons pas notre cohésion en nous appuyant sur notre indépendance au lieu de relayer des mots d'ordre politiques. »

DANIEL BARBEROT
SAFRAN AIRCRAFT ENGINES



« FO a montré son courage sur le dossier de l'assurance-chômage et a eu raison de rester à la conférence sociale, car renoncer au dia-

logue social revient à se taire, à abandonner les salariés et à laisser perdre nos acquis sociaux. Notre industrie demeure un pilier de l'emploi qualifié, un agent de cohésion territoriale, un garant de notre modèle social. FO y obtient du plus pour les salariés par son réformisme exigeant. Nos activités de défense n'ont pas vocation à préparer la guerre, mais à montrer nos muscles pour ne pas avoir à les utiliser. Nos plus gros clients sont hors de France et leur tourner le dos ne serait que pure idéologie. Il faut relocaliser et soutenir notre industrie pour protéger toujours plus efficacement notre pays face à un monde menaçant. Notre réformisme est la meilleure voie pour atteindre ces objectifs. »



© FO / Sophie LIEDOT



JEAN-YVES SABOT
SAFRAN LANDING SYSTEMS,
TRÉSORIER FÉDÉRAL



« Le mandat écoulé aura été riche et compliqué, mais accompli dans le respect de notre indépendance syndicale et de nos

valeurs : le compte y est ! Nous savons gré à la Confédération d'avoir su tenir un cap clair et lisible quand la politique politicienne a voulu s'inviter dans notre maison. Nous saluons aussi son combat pour l'emploi et l'activité des entreprises, dont celles de la défense. La liberté et la paix ne sauraient être protégées par des pays eux-mêmes incapables de se défendre face aux dictateurs qui rêvent du sol européen. Le travail de FO sur la réindustrialisation est à souligner, à poursuivre et amplifier pour remédier à l'inaction des gouvernements successifs qui a conduit à la situation actuelle et ses conséquences regrettables pour notre pays et ses habitants. Recréons de l'industrie et de l'emploi pour revitaliser nos territoires et notre nation ! »

OLIVIER REPESSÉ
RENAULT TRUCKS



« Nous avons remonté des implantations syndicales sur chaque établissement du périmètre France. Nous nous développons avec

patience et constance. Pour délivrer le monde de la guerre, comme le souhaitait Léon Jouhaux, nous devons construire autour de nos valeurs, dans notre pays, avec un socle de paix qui repose entre autres sur notre industrie de défense. Derrière elle, n'oublions pas qu'il y a des lits d'hôpital, des classes d'école et de nombreux services publics. La réindustrialisation est nécessaire, dans tous les domaines, afin de sauvegarder et faire croître l'emploi, ce qui passe par la relocalisation et par une transition énergétique souveraine. Parmi les leviers d'action à la disposition de tous, soutenons l'achat français, dont l'efficacité est indiscutable et peut mobiliser facilement bien au-delà des rangs syndicaux. »

RÉGIS DELU
AIRBUS HELICOPTERS



« Depuis le début de ce congrès, nous avons trop entendu de propos qui n'honorent ni notre organisation, ni celles

et ceux que nous défendons. Les dérives sur le terrain politique pour instrumentaliser notre organisation sont inacceptables. Nous devons rester sur notre créneau syndical, refuser de monter les salariés les uns contre les autres, d'opposer privé et public. Le respect, l'indépendance et la liberté que nous revendiquons et professons ne doivent pas être dévoyés. Surtout, il n'est pas concevable qu'ils soient à géométrie variable. Notre organisation et les salariés méritent mieux ! »

EDWIN LIARD
SAFRAN LANDING SYSTEMS
SECRÉTAIRE FÉDÉRAL



« Notre vocation n'est pas de commenter la marche du monde, mais de le transformer pour les salariés.

Cette conception du syndicalisme est essentielle dans cette période d'incertitude générale, et c'est ce que les salariés attendent de nous. L'aéronautique, avec ses différents secteurs, dont la défense, est stratégique pour notre pays à plus d'un titre, contribuant à notre balance commerciale mais aussi à faire respirer des bassins territoriaux entiers et à financer notre modèle social. Nous faisons le choix d'intervenir dans les décisions industrielles car elles ont des conséquences pour les salariés et leurs familles dans l'ensemble de notre pays. Notre force doit y être cultivée. L'afflux fort et régulier de cadres nous offre une opportunité de développement qu'il ne faut pas manquer. Attention également à ne pas mener nos combats en opposant les salariés entre eux, car public et privé sont trop liés pour qu'un affrontement soit acceptable. »

PAUL RIBEIRO
DILLINGER
SECRÉTAIRE FÉDÉRAL



« Face au monde actuel, il faut s'organiser ou subir. Pour FO, cette dernière option n'en est pas une. Le développement syndical est notre colonne vertébrale.

Car en l'absence de syndiqués, il n'y a pas ce rapport de force sans lequel on ne peut conquérir de droits. Il nous faut donc aller chercher les salariés partout où ils sont ou alors disparaître. Cela exige un plan, de la coordination et des moyens ; c'est que notre Fédération fait avec le plan AGIR. Quant à la paix, si nous sommes évidemment pour, nous ne tombons pas pour autant dans la naïveté : sans moyens de se défendre, elle n'est qu'une illusion dont les peuples finissent par payer le prix. Les salariés de la défense n'ont pas à baisser la tête. Les stigmatiser, c'est se tromper de combat. Pas question cependant que l'effort de défense devienne un prétexte pour casser nos droits et nos acquis. Soyons présents partout où on négocie, sans quoi d'autres parleront et décideront à notre place. »

JONATHAN LUCAS
MÉTAUX D'ANCENIS



« Notre syndicat regroupe quatre sections, dont celle de Manitou, entreprise dans laquelle FO est aujourd'hui n°1. C'est

le fruit d'un long travail de terrain des métallos FO pour convaincre les salariés en obtenant du plus pour eux, en parvenant à des résultats concrets sur les salaires. C'est aussi ce qui explique que nous parvenons à faire de nouvelles adhésions. Notre industrie est fière de ce qu'elle est, et veut le rester. L'économie de guerre ne doit pas être un prétexte pour casser les services publics, comme notre hôpital ou notre maternité. Se battre, oui, mais pour la dignité, l'égalité et la paix ! »



© FO / Sophie LIEDOT

BRUNO REYNÈS
SCHNEIDER ELECTRIC
SECRÉTAIRE FÉDÉRAL



« Le taux de syndicalisation dans nos entreprises est bas, et nous mesurons la difficulté à faire adhérer les salariés.

Non pas qu'ils ne s'intéressent pas à nous, mais l'image que nous donnons n'est pas toujours celle de l'efficacité et de la proximité avec leurs préoccupations. Il faut nous remettre en question sans quoi nous glisserons vers un syndicalisme d'appareil, sans adhérents, incapable de créer le rapport de force, car gagner des élections ne suffit pas à être forts. Notre fédération a fait de la syndicalisation un objectif majeur, notamment chez les cadres, par la formation, l'action, la négociation et surtout par les résultats. C'est le fruit du travail de nos équipes, piliers de notre organisation. Notre expression est notre vitrine, alors apparaissions en cohérence avec nos valeurs et avec l'intérêt des salariés comme seul moteur. C'est la condition de notre avenir. »

KAREN DAVY
SAFRAN SED



« Défendre l'industrie de la défense, ce n'est glorifier la guerre mais reconnaître l'excellence et l'innovation, et valoriser des hommes

et des femmes hautement qualifiés et engagés. Leurs métiers sont exigeants et bien souvent en tension. Les charges augmentent, les recrutements ne suivent pas, la richesse va aux actionnaires plutôt que dans la poche de salariés qui s'épuisent à tenir la cadence, alors que la fatigue du Covid, où tant leur a été demandé, n'est pas si lointaine. Nous répondons présents lorsqu'il s'agit de les défendre et nous le ferons encore demain, en particulier pour celles et ceux touchés par la fermeture à venir du site historique de Mantes-la-Ville. Nous serons aux côtés de ces 412 familles balayées par ce « transfert d'activité ». Nous refusons une décision aussi injuste qu'incompréhensible et le clamons haut et fort : ce site doit vivre ! »

Actys Expertises

ORDRE DES
EXPERTS-COMPTABLES *ec*

Notre cabinet d'expertise-comptable est dédié exclusivement aux représentants du personnel (CSE, Organisations Syndicales...) et tourné à 100 % vers vos attentes. Chaque expertise est unique, objective et n'a pour seul objectif que de répondre à vos besoins.

Nos conseils et analyses n'ont de sens que parce qu'ils mettent notre valeur ajoutée au service de votre négociation et vous permettent d'alimenter votre politique contractuelle et de rééquilibrer le dialogue social.

Notre approche est pluridisciplinaire grâce à une équipe regroupant des financiers, économistes, juristes, experts en négociation sociale et auditeurs industriels.

ACTYS-EXPERTISES est basé en région parisienne et nous intervenons partout en France.



01 46 70 60 17



info@actys.expert

YANN VINCENTAncien directeur général
d'Automotive Cells Company
(ACC)**INTERVIEW**

« La batterie électrique,
outil de reconquête
industrielle »



Tandis que les crises géopolitiques soulignent l'urgence de réaliser la transition énergétique, en particulier via l'électrification de l'automobile, ses acteurs continuent de braver les difficultés, à la recherche d'un modèle viable. Echo Métaux évoque les différents aspects du sujet avec Yann Vincent, qui vient de quitter ses fonctions de directeur général d'Automotive Cells Company (ACC).

Avec l'arrivée d'ACC, la France a voulu miser sur une filière batterie nationale mais aussi sur un nouveau modèle, celui des gigafactories. Près de deux ans après l'inauguration de la première tranche du site de Douvrin, quels enseignements tirer de l'opération ? Que révèlent les difficultés techniques qui ont conduit à faire appel à des spécialistes chinois des gigafactories ?

Quand nous avons fondé Automotive Cells Company (ACC) en 2020 avec Stellantis, TotalEnergies (via Saft), rejoints ensuite par Mercedes, nous partions d'un constat simple : l'Europe dépendait à 100 % de l'Asie pour la fabrication de ses cellules de batterie, dans un contexte européen volontariste d'électrification de la mobilité. Or, la batterie représente près de 40 % de la valeur d'un véhicule électrique. Renoncer à la produire localement, c'était accepter de perdre une part décisive de notre souveraineté industrielle. Nous avons donc décidé de bâtir un champion européen de la conception et de la fabrication de batteries automobiles, pour maîtriser la technologie, les procédés et les compétences nécessaires à cette nouvelle industrie.

Notre première gigafactory, à Billy-Berclau/Douvrin dans les Hauts-de-France, mobilise actuellement plus de 50 % des 2 300 salariés que compte ACC en Europe. L'objectif : produire à terme 27 GWh par an, soit l'équivalent de 400 000 batteries automobiles.

Quand nous avons lancé la production, début 2024, nous savions que la montée en cadence serait progressive. Les premières semaines, nous sortions quelques milliers de cellules par semaine, avec des rendements encore modestes. Aujourd'hui, nous dépassons les 70 000 « bonnes » cellules hebdomadaires et la progression continue. Nous avons dû apprendre en produisant. Nous analysons, corrigeons et stabilisons au fil de l'eau, avec comme objectifs la capacité à produire les cellules à un coût raisonnable et l'optimisation des rendements. Dans ce domaine, l'Europe a encore peu d'expérience. Nous avons fait venir des experts chinois pour accélérer la montée en compétence de nos équipes, tout en construisant notre savoir-faire propre.

Les politiques américaines et chinoises sur le VE (aides d'État à l'investissement et à la production, soutien à l'achat de véhicules dont les batteries ont été produites sur le territoire national, accès facilité aux matières, soutien en nature (foncier) dans le cas de la Chine, etc.) sont très offensives. En France, malgré les milliards d'euros d'investissements engagés, entre aides publiques et investissements privés, l'automobile ne dispose toujours pas d'un écosystème industriel complet dans notre pays, ni d'une vision claire sur la transition vers l'électrique, la préservation des emplois et des sites industriels. Pourquoi ?



Il nous faut une politique industrielle européenne cohérente.

Une gigafactory est un outil très complexe et très capitalistique. À lui seul, le premier bloc de production de la gigafactory française a coûté environ un milliard d'euros d'investissement. Soyons lucides : les fabricants asiatiques ont entre quinze et vingt ans d'avance. Leur productivité, leur maîtrise des procédés et leurs coûts sont aujourd'hui meilleurs que les nôtres. Nous pensons que le rattrapage passe nécessairement par des aides de l'Europe, et par des partenariats avec les acteurs asiatiques. Les fabricants asiatiques voient désormais l'Europe comme un relais de croissance, mais hésitent entre exporter depuis leurs usines chinoises ou s'implanter localement. Tant que les conditions économiques favoriseront les importations, ils n'auront aucun intérêt à produire en Europe - et nos usines risquent d'être balayées par les coûts plus bas venus d'Asie. Pour éviter cela, il faut instaurer une obligation progressive de contenu local européen, afin d'inciter à l'industrialisation sur notre sol et d'ancrer la valeur et les emplois en Europe. Les discussions engagées avec Bruxelles vont dans ce sens : faire de la localisation industrielle la clé du développement durable du marché européen de la batterie.

Il nous faut une politique industrielle européenne cohérente : soutien à l'investissement, contenu local, partenariats technologiques. Les États-Unis ont lancé l'Inflation Reduction Act. L'Europe doit inventer sa propre version, adaptée à sa réalité, si elle veut préserver sa base industrielle. Ce que nous faisons avec ACC dépasse la batterie elle-même. C'est une reconquête industrielle. L'Europe a besoin d'industrie, peu importe que ces industriels soient chinois ou européens, il faut que la production soit basée en Europe, mais aussi détenue majoritairement par des entreprises européennes, pour l'ancrer durablement sur le territoire. Par ailleurs, si l'on n'arrive pas à développer une industrie européenne de la batterie, alors l'industrie automobile européenne va se retrouver en grande difficulté. Sans une aide ciblée, immédiate, et significative apportée à la production locale, l'Union Européenne risque de renoncer à son autonomie stratégique concernant l'une des technologies les plus cruciales du XXI^e siècle.

L'appel à construire une filière semble parfois incantatoire. Concrètement, comment aider l'industrie des batteries à construire son amont (avec la difficulté de combler les carences sur les étapes de transformation) mais aussi son aval, alors que plusieurs projets sur le recyclage de batterie, qui pourrait permettre pourtant de réduire la dépendance aux matières premières étrangères, sont tombés à l'eau ces derniers mois ?

Il faut d'abord noter que sans des gigafactories européennes performantes et durables, le concept de développement d'une chaîne de valeur complète (amont et aval) n'a pas de sens ni d'avenir. Il y a donc urgence à soutenir les fabricants de cellules et de modules « made in Europe » si l'on veut que les autres acteurs européens de la filière puissent prospérer. En la matière, nous gardons intacte l'ambition initiale de localiser au maximum en Europe nos fournisseurs (au-delà de 70% d'ici 2030). Même si la réalité nous rattrape bien souvent, avec des projets européens qui tardent à monter en maturité pendant que l'écosystème asiatique offre des possibilités techniques ou commerciales très efficaces.

Alors que des projets de gigafactories en Allemagne et en Italie devraient être abandonnés, quels sont les facteurs critiques qui, selon vous, ont permis à ACC de maintenir son cap à Billy-Berclau malgré les difficultés techniques rencontrées ? Comment analysez-vous les risques de contagion de ces échecs européens sur votre propre développement, et quelles stratégies avez-vous déployées pour sécuriser la pérennité du site ?

Pour pouvoir continuer à nous développer, nous devons d'abord tenir compte de l'évolution des dynamiques de marché. En tant que fabricant européen de cellules et de modules de batteries, ACC apporte une contribution majeure à la structuration d'un écosystème de batteries résilient, compétitif et durable. Un écosystème qui doit permettre à l'Europe d'opérer sa transition vers une mobilité zéro émission. Pour assurer son succès à long terme, ACC adapte continuellement sa feuille de route industrielle à l'évolution du marché. A ce titre, les conditions actuelles du marché nous conduisent à concentrer toutes nos ressources sur l'amélioration de notre compétitivité, sur notre maturité technologique, et sur notre excellence industrielle.

Concrètement, cela se traduit par un réalignement stratégique, actuellement en cours : des mesures ont été déployées dans l'ensemble des sites d'ACC pour optimiser la performance opérationnelle et asseoir la viabilité financière. Et ainsi garantir que la transition vers la mobilité électrique se fera sur des bases fortes de résilience et de solidité économique. C'est dans le cadre de ce réajustement industriel que nous avons ouvert un dialogue constructif avec les représentants du Comité d'Entreprise en Allemagne et avec les syndicats en Italie pour travailler, à propos des modalités d'arrêt éventuel des projets de Gigafactory de Kaiserslautern et de Termoli.

La priorité est claire : atteindre rapidement l'excellence opérationnelle : en tant que pionnier européen de la fabrication de batteries, ACC continue à s'appuyer sur ses capacités industrielles françaises, utilisant le site de Billy-Berclau / Douvrin comme principal pôle d'innovation permettant de se concentrer sur l'amélioration de son efficacité et de sa compétitivité.

CHIFFRES...

Tous les mois, FO Métaux vous propose les chiffres clés, ainsi qu'un peu de culture, syndicale bien sûr, autour d'un mot chargé d'histoire et que les métallos connaissent bien.

17 000



Quand le record devient la norme... Airbus vient d'entamer les essais en vol de l'A350-1000ULR, qui doit offrir un rayon d'action de 17 000 kilomètres sans escale. Avec les progrès technologiques dans l'aéronautique, ce qui relevait de vols expérimentaux va s'inscrire dans le cadre de liaisons commerciales régulières. Objectif : relier l'Australie à l'Europe ou New York d'un seul coup d'ailes, pour le compte de la compagnie Qantas dans le cadre d'un programme lancé en 2017. Boeing a bien tenté d'aligner son 777X, mais sa version ultra long range (ULR) accuse sept ans sur son calendrier initial, ce qui laisse le géant européen sans concurrent sur le marché naissant des vols très longue durée. Airbus part bien pour se ravir le record à lui-même, puisque c'est un A350-900ULR qui assure déjà la plus longue liaison existante, un New York - Singapour d'un peu plus de 15 000 km.

CHIFFRES CLÉS

SMIC HORAIRE BRUT
12,02 EUROS

SMIC MENSUEL BRUT
1 823,03 EUROS

CHÔMEURS

3 295 100 (CATÉGORIE A, PUBLIÉS LE 28 AVRIL)

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

146,6 (AU 1^{ER} TRIMESTRE 2026)

TAUX D'INTÉRÊT (AVRIL)

- 1,93 % AU JOUR LE JOUR

PLAFOND DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

4 005 EUROS PAR MOIS (POUR L'ANNÉE 2026 : 48 060 EUROS)

COÛT DE LA VIE

+1 % EN MARS (+1 % HORS TABAC)

+1,7 % EN GLISSEMENT SUR LES 12 DERNIERS MOIS
(+1,7 % HORS TABAC).



LE MOT DU MOIS **DOUANE**

Si le conflit en Iran semble avoir pour l'instant éclipsé la question des tarifs douaniers, les deux actualités ne sont pas sans lien puisque le mot « douane » nous vient justement de l'arabo-persan *diwan*, qui signifiait « registre », puis « salle de réunion », avant de désigner le lieu où sont perçus les droits d'entrée et de sortie des marchandises. Et aussi de donner, c'est plus inattendu, le mot « divan ». Tout cela en passant par l'italien *doana*, qui, arrivé en France à la fin du XIII^{ème} siècle, s'y est d'abord écrit *dohanne*.

Comme on le sait, il désigne d'une part l'administration chargée du contrôle et de la perception des droits en question, d'autre part le bâtiment installé à cet effet sur une frontière, un port ou un lieu de transport. C'est là qu'on dédouane les marchandises, mais l'on peut aussi, au figuré, *dédouaner* quelqu'un du discrédit où il était tombé, en somme le blanchir. Au sens propre, c'est à cet endroit que travaillent les *douaniers*, qui traquent la fraude et la contrebande.

Les mot est plus souvent un adjectif, lorsqu'il désigne un tarif, des accords, une union entre deux ou plusieurs pays qui conviennent de supprimer entre eux les *barrières douanières*. Curieusement, les médias disent parfois quant à ces dernières qu'elles ont été abaissées, ce qui visuellement suggère plutôt le contraire, avec l'image du gabelou (terme familier venant de l'impôt qu'était la gabelle) stoppant votre voiture pour vous demander : « Rien à déclarer ? »

L'ÉCO-SANTÉ

UNE AMBITION DURABLE POUR UN AVENIR EN MEILLEURE SANTÉ



Harmonie
mutuelle

GRUPE **vyv**

AVANÇONS *collectif*

En agissant plus tôt, plus vite et autrement, vous préservez votre santé et celle des autres ! C'est pour cela qu'Harmonie Mutuelle a lancé le mouvement de l'Éco-santé, en soutenant et en encourageant toutes les actions qui favorisent la santé et le bien-être des Français au quotidien.

Un changement de paradigme

Les défis de santé publique sont aujourd'hui plus urgents que jamais. Vieillesse de la population, maladies chroniques et déficit croissant de l'Assurance maladie interrogent la pérennité du système de santé français. Paradoxalement, la France figure parmi les pays européens aux plus fortes dépenses de santé rapportées au PIB, sans pour autant se classer parmi les leaders en termes d'espérance de vie en bonne santé. Face à ce constat, l'Éco-santé propose un changement de paradigme visant à mobiliser les ressources. Ce projet repose sur trois piliers : **agir plus tôt, agir plus vite, et agir autrement**, avec la prévention comme clé de voûte.

Prévention : rendre le soin simple et désirable

Si la prévention semble évidente en théorie, elle reste souvent négligée en pratique. Selon une récente enquête menée par Harmonie Mutuelle, 7 Français sur 10 se disent prêts à adopter un mode de vie plus sain, mais seulement la moitié

d'entre eux effectue régulièrement des dépistages. Pour lutter contre ce paradoxe, Harmonie Mutuelle multiplie les initiatives concrètes comme l'organisation de dépistages sur le lieu de travail ou encore en soutenant près de 500 événements sportifs dans toute la France, encourageant ainsi la pratique de l'activité physique et l'engagement des Français pour un mode de vie plus sain.

Accès aux soins : lutter contre le renoncement

L'Éco-santé ne se limite pas à des principes ; elle se traduit par des actions concrètes et mesurables. Avec le réseau de 1 800 établissements de VYV3 et un partenariat avec Kalixia, Harmonie Mutuelle favorise l'accès aux soins en orientant vers des solutions de prise en charge plus proches et plus rapides.

Santé et environnement : une interdépendance à valoriser

Agir autrement, c'est aussi intégrer la dimension environnementale. La démarche s'appuie sur des actions concrètes, comme le réemploi de dis-

positifs médicaux ou l'encadrement scientifique des médecines douces. L'objectif ? Proposer des solutions innovantes, durables et scientifiquement validées, en sensibilisant à la fois les patients et les professionnels de santé. De même, la création d'un référentiel pour les Interventions non médicamenteuses (INM) devrait offrir une alternative complémentaire aux approches traditionnelles. La sophrologie ou l'hypnose, bénéficiant d'une reconnaissance scientifique croissante et pourraient être intégrées aux parcours de soins.

Une vision collective pour un impact global

L'ambition de la mutuelle est de créer un cercle vertueux où la prévention, le juste recours aux soins et la préservation de l'environnement profitent à la fois à la communauté et au système de santé. En maîtrisant les dépenses, l'Éco-santé entend limiter la hausse des cotisations et garantir une santé accessible et durable pour tous.

Optez pour une épargne éthique et performante !

Une offre pensée pour vous :
des performances durables, un cadre
fiscal attractif et des outils simples pour
vous accompagner à chaque étape.

Contactez-nous :

relations-exterieures@malakoffhumanis.com